



Document d'information

Pour diffusion immédiate

Politique alimentaire pour le Canada

La Politique alimentaire pour le Canada est une feuille de route pour un système alimentaire plus sain et plus durable au Canada. Elle vient compléter tous les programmes ambitieux du gouvernement qui aident déjà nos agriculteurs et nos entreprises alimentaires à progresser, et s'appuie sur des initiatives fédérales clés comme la [Stratégie en matière de saine alimentation](#), le [Guide alimentaire canadien](#) et la [Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté](#), ainsi que sur les initiatives relatives à la [fraude alimentaire](#), à l'[étiquetage des aliments](#) et à la [perte et au gaspillage alimentaires](#), entre autres.

De plus, les aliments canadiens sont reconnus dans le monde entier en raison de nos normes de qualité et de salubrité des plus élevées.

Au Canada, le secteur de l'alimentation, auquel on doit un emploi sur huit dans tout le pays, est un puissant moteur de l'économie, surtout dans nos collectivités rurales.

Mais nous devons en faire plus pour améliorer notre système alimentaire. Trop de Canadiens n'ont pas d'accès fiable à des quantités suffisantes d'aliments sains. Trop d'enfants dans nos écoles essaient d'apprendre le ventre vide.

Et nous gaspillons chaque année plus de 11 millions de tonnes métriques de nourriture, d'une valeur de près de 50 milliards de dollars.

Les enjeux sont complexes. La Politique alimentaire pour le Canada est une approche pangouvernementale à laquelle collaborent de nombreux groupes différents afin de s'attaquer aux problèmes alimentaires qui comptent pour les Canadiens.

Investissements et initiatives liés à la Politique alimentaire

Le gouvernement du Canada investit **134,4 millions de dollars** dans une Politique alimentaire qui permettra de bâtir un avenir plus sain et plus prospère pour les familles et les collectivités canadiennes :

- **Fonds des infrastructures alimentaires locales || 50 millions \$**
Pour appuyer un vaste éventail de projets communautaires visant à améliorer l'accès à des aliments sûrs, sains et culturellement diversifiés.
- **Fonds des initiatives pour les communautés nordiques isolées || 15 millions \$**
Pour financer des projets communautaires comme des serres, des congélateurs communautaires et des formations axées sur les compétences afin de renforcer les systèmes alimentaires autochtones et de surmonter les grandes difficultés qui nuisent à l'accès aux aliments sains dans le Nord du Canada.



- **Campagne de promotion « Achetez canadien » || 25 millions \$**
Pour promouvoir les produits agricoles canadiens grâce à une nouvelle image de marque du Canada et par des campagnes de marketing en ligne et en magasin visant à accroître la fierté et la confiance à l'égard des aliments canadiens.
- **Réduire le gaspillage alimentaire || 26,3 millions \$**
Collaborer avec des experts pour élaborer un défi afin de financer les propositions de réduction du gaspillage alimentaire les plus novatrices dans le secteur de la transformation des aliments, de la vente d'aliments au détail et des services alimentaires. Le gouvernement fera aussi preuve de leadership en réduisant ses propres déchets alimentaires.
- **S'attaquer à la fraude alimentaire || 24,4 millions \$**
Sévir contre l'étiquetage trompeur et la fausse représentation des produits alimentaires, afin d'aider à protéger les consommateurs contre les représentations trompeuses et les entreprises contre la concurrence déloyale.
- **Programme national d'alimentation dans les écoles**
Nous entamons la collaboration avec les provinces et des organismes sans but lucratif en vue de créer un programme national d'alimentation dans les écoles, pour contribuer à l'amélioration de la santé globale de nos enfants en apprentissage, ce qui est le gage d'un meilleur avenir pour eux et pour notre pays.
- **Conseil consultatif canadien sur la Politique alimentaire**
Établir un conseil consultatif doté de l'expertise et de la diversité nécessaires pour rester sur notre lancée et maintenir le dialogue sur les enjeux liés à l'alimentation qui comptent pour les Canadiens. Le Conseil consultatif rassemblera des intervenants et des experts afin de mieux comprendre les différentes perspectives, de progresser vers une compréhension commune des enjeux alimentaires et de faciliter des interventions concertées.

Des lettres de nomination au Conseil consultatif seront sollicitées auprès d'organisations des quatre coins du Canada. Le Conseil sera sans doute composé de membres diversifiés, comme des représentants de l'industrie de l'agriculture et de l'alimentation, des professionnels de la santé, des universités, des organismes sans but lucratif et des organisations autochtones, et il sera ouvert à la participation des provinces et territoires. La ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire donnera l'approbation finale des membres du Conseil. D'autres renseignements seront disponibles au cours des prochains mois.
- La Politique alimentaire aidera le Canada à respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre des **Objectifs de développement durable des Nations Unies** visant notamment à éliminer la faim, à promouvoir la santé, à réduire le gaspillage alimentaire et à encourager un système alimentaire durable.
- Des programmes fédéraux nouveaux ou améliorés, comme l'Allocation canadienne pour enfants et la bonification du Supplément de revenu garanti, aident les Canadiens et Canadiennes les plus vulnérables à avoir accès à des aliments sains.



Depuis 2015, 825 000 Canadiens ont été sortis de la pauvreté, et le gouvernement a atteint sa cible de réduire la pauvreté de 20 % — et ce, trois ans plus tôt que prévu.

Consultations sur la Politique alimentaire

- En 2017, plus de 45 000 Canadiens et Canadiennes de tout le pays ont fait part de leurs idées et de leurs opinions sur la façon d'améliorer notre système alimentaire dans le cadre d'une série d'activités de mobilisation.
- Des milliers de Canadiens ont répondu à un sondage en ligne, et des centaines d'autres ont assisté à des séances de mobilisation régionales, à un Sommet national sur la Politique alimentaire, à des assemblées publiques organisées par des députés et à d'autres activités de mobilisation communautaires tenues dans tout le pays.

Des consultations ont été menées avec des organismes représentant les agriculteurs, les pêcheurs et l'industrie de l'alimentation; des groupes de la société civile dans le domaine de la sécurité alimentaire, de la santé et de l'environnement; des universitaires; des représentants des gouvernements provinciaux, territoriaux et municipaux; et des organisations et collectivités autochtones.